

DÉMOGRAPHIE ET CULTURES

*Colloque international de Québec
(Canada, 25-29 août 2008)*



**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE
A I D E L F – 133, boulevard Davout – 75980 Paris Cedex 20 (France) – <http://www.aidelf.org>**

Une comparaison France Russie des opinions sur le rôle de la famille dans l'aide aux personnes âgées à partir des enquêtes Genre et Générations

Cécile LEFÈVRE

INED, France

Irina I. KORTCHAGUINA, Lidia M. PROKOFIEVA

Institut des Problèmes socio-économiques de la population, Académie des Sciences, Russie

Cette étude a pour objectif de décrire les convergences et divergences d'opinions entre la France et la Russie sur la place respective de la « société » et de la « famille » dans les solidarités entre les générations, en se concentrant que la question de l'aide aux personnes âgées. Les résultats des enquêtes russe (2004) et française (2005), réalisées dans le cadre d'un programme international commun (Generations and Gender Survey, GGS), permettent de brosser le portrait de l'opinion de la société sur ces sujets : quelles sont les types de responsabilités de la famille et de la société dans la prise en charge des personnes âgées ? Qui doit les soutenir financièrement ? Et jusqu'à quel point une aide intra-générationnelle doit-elle avoir des conséquences sur les situations et les parcours résidentiels et professionnels des individus ?

Les réponses sont liées aux traditions culturelles et historiques du pays, mais dépendent aussi du système de protection sociale de chaque pays et notamment de sa prise en charge socialisée des personnes âgées. Ce travail comparatif entre la France et la Russie permet d'étudier où commencent les spécificités de chaque pays, et dans quelle mesure les différences de réponse correspondent aux institutions existantes et/ou aux situations individuelles des répondants, même s'il est toujours difficile dans un travail sur les opinions et les valeurs de démêler ce qui relève du constat et ce qui relève de la norme, sociale ou familiale.

En Russie, les bouleversements qu'a connus le fonctionnement de la sphère économique et sociale au cours des quinze dernières années ont fortement modifié la nature des attentes sociales de la population. Même à l'époque où régnait un paternalisme d'État de type soviétique¹ et de nombreuses crèches, la famille et le soutien familial était l'acteur le plus efficace pour la garde des enfants ou l'aide aux personnes âgées dépendantes. Durant la période de profondes transformations socio-économiques des années 1990, ce système d'État paternaliste a été affaibli, au moment où la part de la population ayant besoin d'un soutien social connaissait une forte hausse.

En France, le soutien socialisé aux familles avec enfants et aux personnes âgées apparaît très développé vu de Russie. Y existe un réseau développé de maisons de retraite pour le troisième âge et pour personnes dépendantes, de qualité de services inégale, mais équipé de matériel médical et paramédical moderne. D'autre part, la France met en œuvre une politique sociale active en matière de soutien aux familles avec enfants. Selon l'enquête barométrique de la Drees menée en France en 2006, 46% des enquêtés disent que la solidarité est avant tout l'affaire de l'État et des collectivités, en seconde position arrive la famille citée par 39% des individus (Boisselot, 2006).

¹ On peut résumer ainsi les caractéristiques de ce paternalisme d'État : distribution du logement par l'État (et donc absence de marché du logement), faible coût des dépenses liées au logement et au transport, fortement subventionnées, santé et éducation gratuites, peu de différenciation des salaires, forte attente de la population envers ce système distributif d'État (L.Ovtcharova et L. Prokofieva, 2007 ; C.Lefèvre, 2003)

Encadré 1 : Les enquêtes GGS en Russie et en France

Les données exploitées sont celles de la première vague des enquêtes GGS (Gender and generation Surveys »), menée en Russie en 2004 et en France en 2005. Il s'agit d'un programme international d'enquêtes socio-démographiques, sous l'égide de la PAU des Nations Unies, conçu en trois vagues à trois ans d'intervalle et réalisé dans plus d'une dizaine de pays, suivant un questionnaire et protocole communs (cf : <http://www.unece.org/ead/pau/ggp/>)

L'enquête russe « Parents et enfants, hommes et femmes dans la famille et dans la société » (2004) a été menée sous la direction de l'Institut Indépendant de Politique Sociale de Russie (IIPS). 11 260 personnes ont été enquêtées pour la vague 1 dans 39 des 89 régions que compte la Russie. L'enquête a eu lieu en face à face avec enquêteur sur la base d'un questionnaire papier dont la passation durait en moyenne une heure et demie à deux heures.

La vague 1 de l'enquête française « Étude des relations familiales et intergénérationnelles-ERFI » (www-erfi.ined.fr) a été réalisée par l'Ined et l'Insee en 2005. 10 079 personnes ont été enquêtées en face à face, par enquêteur de l'Insee, à l'aide d'un questionnaire Capi. La durée moyenne de passation était d'une heure.

Les variables plus particulièrement étudiées sont les réponses au dernier module portant sur les valeurs et opinions, ainsi que toutes les caractéristiques socio-démographiques sur le répondant fournies par l'enquête pouvant être utiles pour l'analyse. Au préalable un examen de la comparabilité des modalités de réponses et des nomenclatures a dû être mené entre la France et la Russie, ce qui a conduit à construire ou reconstruire un certain nombre de variables. Après une première analyse descriptive (sur la base de tableaux croisés comparables), des régressions logistiques sont menées de manière similaire pour les deux pays (annexes A et B).

1. La prise en charge des personnes âgées ayant besoin d'une aide à domicile : la Russie, un pays proche des traditions du sud de l'Europe ?

On constate dans un premier temps une proximité des taux de réponse entre la France et la Russie pour la question sur l'aide aux personnes âgées ayant besoin d'une assistance à domicile : elle doit être assurée par la famille selon 45% des répondants en France, et 52% en Russie (tableau 1). Cependant si on examine plus précisément les réponses, la majorité des Russes cite donc la famille tandis que la majorité des Français indique que la société doit jouer un rôle, seule ou de même que la famille. Par ailleurs les enquêtés français expriment un peu plus souvent que les Russes une opinion intermédiaire : autant la société que la famille.

La raison pour laquelle la famille est autant citée en Russie pour l'aide à domicile est claire. D'abord il existe peu de maisons de retraite. Les institutions publiques d'accueil des personnes âgées dépendantes sont peu développées, et les quelques maisons de retraite privées qui existent ont un coût très élevé. Par ailleurs il existe bien des services d'aide sociale aux personnes âgées, il s'agit d'aide aux démarches, d'aide aux sorties nécessaires (courses, visites médicales,...) mais pas d'aide ménagère, et surtout ... ils sont réservés justement à celles qui vivent seules et sont isolées ou sans parents. Enfin même si les familles font appel, et rémunèrent, une garde malade ou une assistante à domicile, elles le considèrent comme une aide familiale, privée, et en aucune façon liée à une participation de l'État ou de la société. Ceci contribue au fait qu'en Russie, les ménages dans lesquels cohabitent plusieurs générations, et notamment les parents âgés, sont fréquents². En comparaison avec d'autres pays européens

² Ainsi, d'après ces deux enquêtes GGS, les ménages composés de personnes seules sont moins fréquents en Russie qu'en France (respectivement 17% et 26%), tandis que les ménages complexes représentent 23% des ménages en Russie et 5% en France.

(Galland et Lemel, 2007), ces situations rapprochent plutôt les Russes des traditions du sud de l'Europe, à l'opposé de la position « étatisée » à l'extrême que l'on rencontre dans les pays scandinaves. Selon les données de l'enquête « Eurobaromètre » de 1995, ancienne, mais aux tendances toujours valables, on pouvait facilement distinguer deux types d'opinions et d'attentes. La grande majorité (80%) des Suédois estimait que c'était à la société d'assurer l'aide à domicile aux personnes âgées, grâce au financement de l'État et à l'action des institutions publiques. En revanche, en Grèce, la proportion était inversée, et 80% de la population pensait que ce rôle revient à la famille. Cela est lié à l'absence d'infrastructure adaptée, ainsi qu'à la conviction qu'il est important que la famille s'occupe de ses anciens (Valetas, 2001).

TABLEAU 1 : OPINIONS SUR LE SOUTIEN AUX PERSONNES ÂGÉES

Qui, selon vous, devrait prendre en charge ¹			<i>La société (principalement ou plutôt)</i>	<i>Autant la société que la famille</i>	<i>La famille (plutôt ou principalement)</i>	<i>nsp</i>
les personnes âgées à leur domicile ?	Russie	100,0	12,3	35,8	51,9	0,0
	France	100,0	13,1	41,4	44,6	0,9
l'aide financière aux personnes âgées vivant au-dessous du seuil de pauvreté	Russie	100,0	62,3	27,6	9,9	0,2
	France	100,0	50,0	28,5	20,1	1,4

Source : Enquêtes : « Parents, enfants, hommes et femmes en famille et en société » (Russie, NISP, 2004) ; « Étude des relations familiales et intergénérationnelles » (France, INED, 2005).

¹A noter qu'en France, cette question était précédée de « A supposer que la famille en ait la possibilité... ».

En Russie, on retrouve ces deux explications : la rareté de maisons de retraite et de réseau d'aides ménagères, et les normes sociales traditionnelles. L'opinion publique condamne en effet les enfants qui placent leurs parents âgés en maison de retraite, où des soins corrects ne peuvent pas être prodigués. Mais en Russie le taux d'activité des femmes, qui prennent dans la majorité des cas en charge leurs parents âgés, a toujours été élevé, alors que dans les pays du Sud de l'Europe, le fait que les femmes s'occupent très souvent de leurs parents à domicile est lié au contraire à leur faible taux d'activité.

Pour étudier les facteurs qui ont le plus d'influence sur la réponse à « qui, de la société ou la famille, a la responsabilité de prendre en charge les personnes âgées à leur domicile ? », une régression logistique dichotomique a été menée (annexe A, modèle 1).

Le sexe du répondant joue un rôle significatif, en Russie comme en France : les hommes pensent plus fréquemment que c'est à la société de s'occuper des personnes âgées ayant besoin d'une aide à domicile. Et en France, les hommes expriment des opinions plus tranchées, que ce soit pour la famille, ou pour la société et citent donc moins souvent que les femmes un partage égal de la responsabilité entre les deux.

En Russie, un autre facteur important est l'âge du répondant : les plus jeunes (moins de 25 ans) et les plus âgés (plus de 60 ans) répondent dans une forte proportion que cette question est du ressort de la société. En France, la variable de l'âge n'apparaît pas comme déterminante.

L'autre indicateur joue un rôle important : l'appartenance et surtout la pratique religieuse. En Russie, les données des sondages du Centre Levada montrent en effet qu'il existe dans la société un décalage entre les personnes se considérant comme orthodoxes et les pratiques religieuses réelles : la part des personnes baptisées dans la population russe n'a cessé d'augmenter, et atteignait 75-77% des adultes en 2002-2003 ; mais parallèlement, ce chiffre

était aussi celui de la part des Russes qui déclarent ne jamais prier, et ne respecter ni les obligations ni les fêtes religieuses [Doubine, 2004, 2005]. En France, selon les données de l'INSEE, en 2005, la part des croyants ayant une pratique religieuse régulière en France dépassait à peine les 10% (14% des femmes et 9% des hommes), mais 37% des hommes et des femmes disaient appartenir à une religion, sans observer aucun rite [INSEE, 2005] Cette distinction entre pratiquants et non pratiquants s'est révélée pertinente dans notre analyse des données GGS : dans le domaine de l'assistance aux personnes âgées, les personnes de confession musulmane, dans les deux pays, ainsi que les catholiques pratiquants en France, estiment dans une large mesure qu'elle doit être assurée par la famille ; à l'inverse, ils sont beaucoup plus rarement que les autres en accord avec l'affirmation « c'est à la société de s'occuper des personnes âgées ».

Le niveau de formation n'a pas une grande influence sur l'opinion des répondants en Russie, à la différence du statut socioprofessionnel. Les inactifs (femmes au foyer, chômeurs, et personnes sans activité), ainsi que les actifs travaillant dans la sphère des services, répondent dans une grande proportion que c'est la société qui doit s'occuper des personnes âgées (Annexe A, modèle 1). En France, c'est le niveau de diplôme, plus que le statut socioprofessionnel, qui est le facteur le plus important : plus il est élevé, moins le répondant pense que c'est du ressort de la société. En somme, les résultats obtenus dans les deux pays peuvent être considérés comme similaires (les moins diplômés en France et les inactifs en Russie attendent davantage de la société) dans la mesure où, en Russie, il n'existe plus de grande correspondance entre le niveau d'éducation et le statut socioprofessionnel. En Russie, le revenu du ménage joue aussi un rôle très significatif : plus il est élevé, moins les répondants estiment que c'est à la société de prendre en charge les personnes âgées ayant besoin d'une aide à domicile.

2. Aider financièrement les plus âgés : un devoir de la société en Russie

Dans les pays d'Europe, la conviction que la famille doit prendre en charge les personnes âgées dépendantes ne signifie pas pour autant un rejet du financement (total ou partiel) par l'État de cette prise en charge de la vieillesse et de la dépendance, notamment avec l'allongement de la durée de vie dans les pays européens. Les chiffres de l'enquête « Eurobaromètre » montraient que pour la majorité des Européens (60%), en cas de maladie ou de dépendance, une personne âgée doit pouvoir recevoir une aide financière de la part de l'État ou de la société pour pouvoir payer un établissement spécialisé. En France, la moitié des personnes interrogées pensaient ainsi (Valetas M.F., 2001).

Dans les enquêtes GGS, une majorité très nette en France comme en Russie pense que la société doit jouer un rôle dans l'aide financière aux personnes âgées qui en ont besoin, ce qui donc révèle une conception très différente de l'aide à domicile (à la famille d'agir) et de l'aide financière aux personnes âgées pauvres (qui devrait revenir à la société). L'affirmation selon laquelle la société doit assurer la part la plus importante de cette aide remporte ainsi l'adhésion de 2/3, des répondants en Russie et de la moitié en France. Cependant, seulement 10% des répondants en Russie mais 20% en France estiment que cette responsabilité doit être du ressort principal de la famille (tableau 1). La tendance est la même mais les ordres de grandeur sont assez contrastés et les écarts de réponse entre les deux questions plus forts en Russie.

Une aide financière apportée par la société est nettement attendue en Russie, car, pour la majorité des personnes interrogées, la pauvreté de la population est justement due à la politique de l'État en matière de retraites et des salaires, ainsi qu'à sa politique de l'emploi. La pauvreté des personnes âgées est directement liée au montant de leur pension de retraite. Or en 2005, le montant réel des pensions atteignait seulement 59% de leur niveau en 1991. En 2004, le montant minimum de la retraite des actifs représentait un tiers du seuil de pauvreté officiel, et le montant moyen des retraites excédait de seulement 19,7% ce seuil. [Siniavskaja O.V., 2006].

La seule possibilité pour un retraité d'augmenter ses revenus est d'exercer une activité, ce qui concerne en 2005 entre 20 à 25% des retraités, essentiellement au cours des 5 années qui suivent le départ en retraite [Rochtchine C.Y., 1999]. Après ces quelques années, la situation financière du retraité repose presque entièrement sur les pensions de retraites d'État.

Quelles sont les catégories de la population qui attendent une aide financière de la société aux personnes âgées défavorisées ? Il s'agit d'abord des jeunes, tant en Russie qu'en France (annexe A, modèle 2). Les avis des plus âgés (souvent retraités) sont partagés : en Russie, ils sont en accord avec les jeunes et pensent que c'est le rôle de l'État ; en France en revanche, cette responsabilité est pour eux du ressort de la famille. Ces résultats traduisent bien des effets générationnels importants, notamment en Russie. En revanche on n'observe pas de différence entre les hommes et les femmes.

Un facteur se révèle significatif en Russie, mais pas en France : le type de commune de résidence. Les habitants des grandes villes pensent que c'est l'affaire de la société. L'influence des revenus est prévisible : plus les revenus sont élevés, moins les répondants exigent de la société une aide financière aux personnes défavorisées, préférant régler eux-mêmes ce problème. Autre explication : en Russie, les personnes avec des revenus élevés estiment, dans une plus grande mesure que les autres groupes de la société, que les personnes pauvres sont elles-mêmes responsables de leur situation (Ovtcharova et alii, 2007) et donc que c'est à leur famille de les aider.

Par ailleurs, les répondants de confession musulmane dans les deux pays, ainsi que les catholiques pratiquants en France répondent beaucoup plus fréquemment que c'est à la famille de s'occuper financièrement des personnes âgées.

3. Les différents niveaux de « dévouement » différencient la France et la Russie

Un autre ensemble de 4 questions permet de creuser la question de l'assistance à ses parents âgés, en la mettant « en situation ». Il s'agit non plus de désigner un acteur, la société ou la famille, mais de donner ou non son accord à des propositions qui vont du plus général - « les enfants sont responsables de la prise en charge de leur parents si ceux-ci en ont besoin » - aux conséquences les plus précises « adapter sa vie professionnelle », « accueillir chez soi ».

On observe logiquement le phénomène suivant : la part des personnes qui répondent positivement s'amenuise lorsque l'on passe d'une formulation générale à une représentation concrète de l'aide pouvant être apportée par les enfants à leurs parents âgés. En Russie, l'adhésion au fait que les enfants ont la responsabilité de s'occuper de leurs parents âgés fait pratiquement l'unanimité, 96%, contre 2/3 des répondants en France. Cet assentiment demeure assez fort (87% en Russie et 66% en France) lorsque l'on demande si les enfants doivent, en cas de nécessité, aider financièrement leurs parents. 71% des répondants en Russie contre 44% en France disent être prêts à vivre avec leurs parents, si ceux-ci ne sont plus autonomes, et la part de ceux qui déclarent être prêts à changer de vie professionnelle pour qu'elle soit compatible avec le fait de s'occuper de leurs parents âgés est légèrement supérieure à la moitié des répondants en Russie, alors qu'en France, ces personnes représentent une petite minorité : 12% (tableau 2).

Toutes ces propositions, issues de situations bien réelles de la vie courante, mettent en évidence différents niveaux de dévouement nécessaire de la part des enfants envers leurs parents âgés. L'idée d'accueillir chez soi ses parents est celle qui différencie le plus la France et la Russie : moins d'un pour cent des répondants Russes se prononcent en total désaccord avec la proposition, contre la moitié en France. Une telle différence est liée dans une large mesure au système de prise en charge de personnes âgées existant dans chacun des deux pays, ainsi qu'à des traditions culturelles, comme indiqué précédemment. Il s'agit ici aussi d'une réponse qui correspond tout simplement à un constat : cette situation est fréquente en Russie et

rare en France. Les enquêtés répondent-ils alors ici par rapport à ce qu'ils voient tous les jours dans la vie courante ou à ce qu'ils souhaiteraient de manière abstraite ?

TABLEAU 2 : COMMENT LES ENFANTS DOIVENT-ILS AIDER LEURS PARENTS ÂGÉS ?
(% DES RÉPONSES EN RUSSIE ET EN FRANCE).

			D'accord ou plutôt d'accord	Ni d'accord ni pas d'accord	Plutôt pas d'accord ou pas d'accord	nsp
Les enfants sont responsables de la prise en charge de leurs parents si ceux-ci en ont besoin	Russie	100,0	95,9	3,5	0,5	0,1
	France	100,0	67,7	14,6	16,9	0,8
Les enfants doivent aider financièrement leurs parents si ceux-ci ont des difficultés financières	Russie	100,0	87,2	10,6	2,1	0,1
	France	100,0	65,6	16,8	16,8	0,8
Les enfants doivent accueillir chez eux leurs parents si ceux-ci ne sont plus en mesure de vivre seuls	Russie	100,0	70,8	20,8	8,3	0,1
	France	100,0	43,5	23,7	31,8	1,0
Les enfants doivent adapter leur vie professionnelle aux besoins de leurs parents	Russie	100,0	54,2	30,3	11,3	0,2
	France	100,0	11,6	15,2	72,3	0,9

Source : Enquête : « Parents, enfants, hommes et femmes dans la famille et dans la société » (Russie, NISP, 2004) ; « Étude des relations familiales et intergénérationnelles » (France, INED, 2005).

Les personnes actives cherchent en France d'autres solutions que de s'occuper elles-mêmes chaque jour de leurs parents, et étudient comment les confier à différents services d'accueil ou d'accompagnement. Mais pour cela, elles doivent plutôt s'investir encore plus dans la sphère professionnelle (notamment pour payer ces services), et non pas la quitter. Ceci explique donc aussi une partie des réponses à la question sur l'adaptation de sa vie professionnelle aux besoins des parents.

4. Les opinions sur les obligations des « enfants » envers leurs parents dépendent beaucoup de l'âge, de la pratique religieuse, et du niveau de diplôme et de revenus

À travers une nouvelle régression logistique (annexe B, modèles 3 à 7), on observe des différences statistiques importantes selon le sexe et selon les groupes d'âge, distinguant fortement la France et la Russie. En Russie, les femmes sont plus favorables que les hommes à tous les types d'aide aux personnes âgées, en France c'est l'inverse. L'affirmation, selon laquelle les enfants doivent assumer la responsabilité de s'occuper de leurs parents remporte la plus forte adhésion parmi les répondants les plus âgés (plus de 50 ans) en Russie, et les jeunes (moins de 30 ans) en France. Les jeunes en France sont d'ailleurs favorables à toutes les affirmations sur l'aide aux parents âgés. En Russie, les jeunes disent vouloir aider financièrement leurs parents si nécessaire, mais sont opposés à l'idée de vivre avec leurs parents âgés, ainsi l'idée d'adapter sa vie professionnelle aux besoins de ses parents. Cela montre une opinion nouvelle parmi les jeunes générations en Russie, qui souhaitent rompre avec des comportements passés et qui sont également soumis à des rythmes de vie et de travail et des modes de logement différents de la période soviétique et de ceux connus par les générations précédentes. Des modes de vie et des conditions socio-économiques plus individualistes se développent.

Encadré 2 : L'aide intergénérationnelle en France et en Russie : Éléments contextuels

Les liens familiaux et amicaux s'exprimant par des aides financières ou des dons de produits ou de services, sont traditionnels en Russie. Outre les aides habituelles (à l'achat de médicaments, de logement...), les dons de nourriture proviennent pour l'essentiel des cultures du jardin ou du potager, élément important pour une partie de la population russe (Ovcharova L., Prokofieva L., 2000).

Les services gratuits, rendus ou reçus, concernent les tâches ménagères élémentaires, la garde des enfants ou des personnes âgées mais aussi la construction ou la rénovation de la maison. Toutes ces expressions de solidarité familiale, qui existaient déjà en Russie avant 1991, sont particulièrement précieuses depuis cette date, avec l'augmentation du coût de la vie (Désert M., Rousselet K. 2004).

La cohabitation de plusieurs générations est une autre forme de soutien intergénérationnel. Si, avant 1991, une telle cohabitation était dictée, en grande partie, par la pénurie de logements et le fonctionnement du système de distribution qui les attribuaient, ces quinze dernières années, c'est l'apparition d'un marché du logement extrêmement cher, en décalage avec les moyens matériels de la majeure partie de la population qui empêche les jeunes familles de quitter leurs parents. En outre, les conditions de vie difficiles de la période de transition ont forcé des familles à partager un logement, pour mettre le second logement en location dans le but de percevoir un complément de revenu pour subsister. Cette forme d'adaptation passive était particulièrement répandue parmi la population urbaine de Russie dans les années 1990.

Les résultats de la dernière grande enquête sur les ménages, Nobus, menée par Rosstat (l'Institut de statistique de Russie) en 2003 montraient que la proportion des ménages recevant une aide matérielle de la part de leurs parents ou de leurs amis s'élevait à 22% en moyenne. Cette aide jouait un rôle plus important que les aides aux logements et les allocations.

Des types d'entraide familiale comparables existent en France : des recherches menées par l'INSEE au milieu des années 1990 ont montré que 12,6% des ménages recevaient réellement une aide financière de leur famille [Paugam S., Zoyem J.-P., 1997]. Ces aides s'insèrent dans un système complexe de liens familiaux et ne relèvent donc pas seulement d'un strict besoin financier mais aussi de traditions d'aides entre les générations, notamment des parents vers les enfants devenant adultes, et prenant leur autonomie résidentielle : c'est au moment de l'achat d'un logement que le soutien familial se manifeste plus particulièrement [Bonvalet C. *et al.*, 2001]. En Russie, l'aide des parents à l'autonomie des enfants existe toujours aujourd'hui, mais les jeunes sont plutôt dans une meilleure situation économique en termes de revenus et d'emploi que leurs parents. Les parents refusent cependant une inversion complète des flux d'aide. Même si les enfants les aident, ces flux ne correspondent donc pas aux écarts objectifs de niveau de vie.

Le fait de vivre dans un ménage complexe influence positivement l'opinion du répondant sur la nécessité d'aider ses parents, notamment sur le fait de vivre avec eux, s'ils perdent leur autonomie. En revanche avoir un conjoint, en France davantage qu'en Russie, conduit les répondants (les femmes comme les hommes) à être moins favorables à soutenir ses parents âgés.

Au delà du sexe et de l'âge, l'appartenance et la pratique religieuse du répondant (confession musulmane ou confession et pratique orthodoxe en Russie ou catholique en France) jouent fortement dans le sens de l'accord avec toutes les formes d'aide à apporter aux parents.

Les caractéristiques individuelles du répondant liées à sa formation et à ses qualifications, ainsi qu'au niveau de revenu de son ménage, sont également significatives. Plus le niveau de formation et de revenus est élevé, plus la probabilité d'adhésion à l'idée de vivre avec ses

parents âgés et de modifier sa carrière professionnelle pour faciliter leur prise en charge est faible, en France comme en Russie. D'autre part, les répondants n'ayant pas d'activité professionnelle (femmes au foyer, chômeurs et inactifs), sont prêts à participer davantage au réseau d'aide familiale aux parents âgés.

5. Qu'attend-on de ses filles et de ses fils ? Que sont-elles, que sont-ils prêts à faire ?

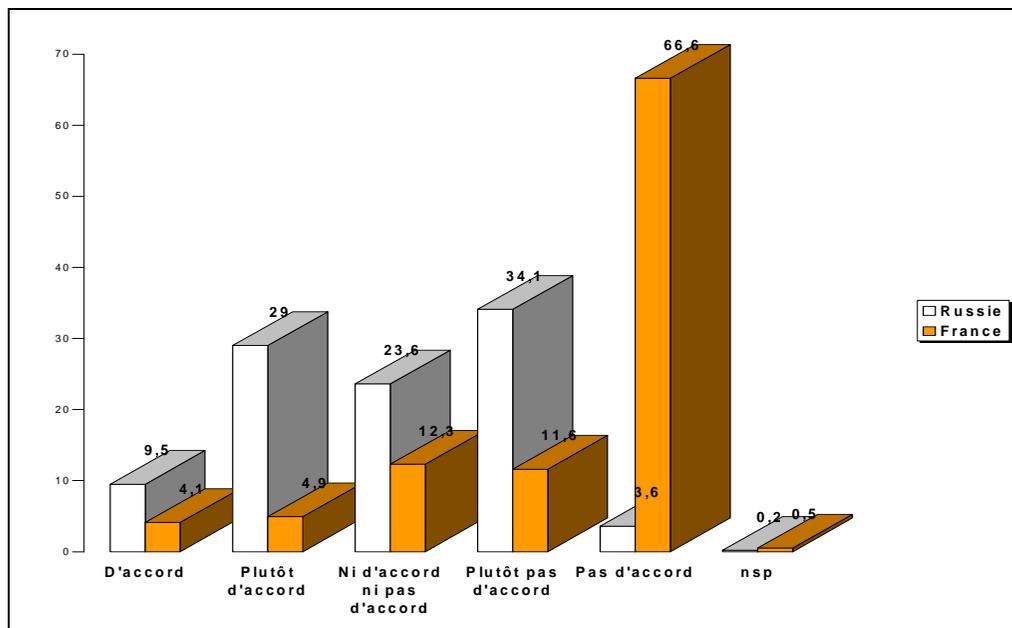
Une question concernait la répartition des responsabilités de l'aide aux parents entre filles et garçons. La proposition -« les filles doivent davantage assumer la responsabilité d'aider les parents »- remporte l'adhésion de 38% des répondants en Russie, contre 9% en France (graphique 1). L'important n'est pas seulement la vision traditionnelle de la Russie en matière d'égalité au quotidien des hommes et des femmes dans la famille et dans la société, en décalage avec l'égalité des droits proclamée, mais aussi la différence de compréhension du terme « s'occuper » des personnes âgées. Pour les répondants russes, cela désigne avant tout une assistance concrète, physique, nécessitant un travail féminin, tandis que pour les répondants en France, cela peut aussi signifier d'assurer à une personne âgée qu'elle puisse trouver et payer une aide ménagère ou un établissement social qui corresponde à son état de santé. On peut aussi penser que les répondants en Russie répondent davantage sur le mode du constat, et en France sur le principe.

Comme indiqué précédemment, en Russie, les femmes ont une approche plus traditionnelle : elles sont plus souvent prêtes à vivre avec leurs parents âgés, et sont plus souvent d'accord avec le fait que c'est à elles, plus qu'aux fils, d'assumer la plus grande part de responsabilité pour l'aide à leurs parents. En France, au contraire, ce sont les hommes qui se prononcent le plus en faveur d'un soutien actif à leurs parents, et ne disent pas que c'est aux filles de prendre en charge les parents davantage que les fils.

Les jeunes Russes se prononcent en faveur d'une égalité des responsabilités entre filles et garçons pour l'aide aux parents, à l'inverse des générations précédentes, qui soutiennent l'idée d'une « inégalité des genres ». En France le groupe des plus âgés est également d'opinion « inégalitaire » de manière significative.

Le groupe de répondants ayant le plus haut niveau de formation et de revenus rejettent, eux, le fait que les filles devraient assumer la plus grande part de responsabilité dans l'aide à leurs parents âgés. Dans les deux pays, les citadins sont résolument opposés à l'idée que les filles soit plus responsables que les fils de l'aide à apporter à leurs parents âgés.

GRAPHIQUE 1 : DEGRÉ D'ACCORD AVEC L'OPINION SUIVANTE : « LORSQUE LES PARENTS ONT BESOIN D'AIDE, C'EST AUX FILLES PLUS QU' AUX FILS DE PRENDRE EN CHARGE CETTE RESPONSABILITÉ », EN %.



En Russie, les répondants en mauvaise santé ou ayant besoin d'une aide auxiliaire se prononcent plus souvent en faveur d'une plus grande participation des filles dans la vie de leurs parents âgés, elles jouent sans doute dans ce cas le rôle de garde malade et d'infirmière. En France, cette variable n'est pas significative.

Enfin, la pratique religieuse incite à répondre en faveur d'un rôle plus marqué des filles que des fils envers les parents âgés.

Conclusion

En France et en Russie, les enquêtes « Genre et génération » montrent que les opinions concernant les soutiens intergénérationnels sont comparables lorsque les questions sont formulées de manière abstraite et générale, mais révèlent des divergences importantes de réponses lorsqu'elles portent sur les formes précises et les conséquences de ces aides, particulièrement si elles impliquent des modifications de vie professionnelle pour les « aidants ». Les répondants russes indiquent plus souvent qu'en France que c'est à la famille de prendre en charge les personnes âgées, mais à la société de les aider financièrement. De manière globale, ils répondent plus souvent aussi être prêts à adapter leur vie aux besoins des solidarités familiales intergénérationnelles.

De manière plus fine, on observe des différences suivant les caractéristiques individuelles des répondants. En Russie, les jeunes semblent plus réservés que leurs aînés sur la nécessité d'entretenir de forts liens de soutien intrafamilial, ce qui traduit sans doute un changement comportemental générationnel, tandis que leurs pairs français se disent davantage prêts à aider leurs parents, et même à habiter avec eux s'il le faut. Mais dans les faits, ils sont aussi moins confrontés à cette situation. Les plus âgés sont attachés à une conception des relations entre parents et enfants, selon laquelle les parents aident les enfants : ils n'acceptent pas l'idée d'une aide matérielle de la part des enfants, ni celle de vivre avec eux. En France, plus qu'en Russie,

les hommes expriment plus souvent leur accord avec l'idée de devoir aider leurs parents. Enfin, les personnes qui sont le plus souvent partisans de valeurs familiales traditionnelles concernant les solidarités entre les générations sont celles ayant de fortes croyances et pratiques religieuses, et celles ayant un faible niveau de formation et de revenu.

Des enseignements plus généraux sur les réponses à des questions d'opinion portant sur les solidarités intergénérationnelles, et ici étudiées de manière comparative, peuvent être tirés.

1) Les divergences d'opinion s'accroissent lorsque l'on passe de propositions générales à des mises en situation précises. 2) Les réponses sont assez différentes suivant que l'on parle d'aide financière ou de soutien matériel et moral au quotidien. 3) Il est parfois difficile de distinguer les réponses qui expriment une norme sociale, un souhait idéal, ou encore un constat des situations réelles les plus fréquentes. 4) Ceci peut dépendre du fait que l'enquêté soit ou non directement dans la situation à laquelle fait référence l'énoncé de la question. 5) Comme dans toutes les enquêtes portant sur l'entraide, on retrouve le résultat selon lequel le répondant a davantage tendance à dire davantage qu'il est d'accord pour aider que pour être aidé. 6) Enfin, les éléments contextuels de politiques sociales contribuent bien sûr à expliquer certaines réponses, en particulier dans cette étude l'existence d'un réseau développé de maisons de retraites et le degré de prise en charge socialisée de la dépendance.

Enfin la comparaison entre la France et la Russie montre également qu'en plus des facteurs culturels sous-jacents qui ont certainement une influence, le rôle des transformations économiques, sociales et politiques d'envergure joue aussi sur les questions d'opinion, comme on l'observe sur les réponses des générations les plus jeunes en Russie.

BIBLIOGRAPHIE

En russe :

DOUBINE B. (2004). La culture religieuse de masse en Russie (évolutions et bilan des années 1990). *Moniteur de l'opinion publique*, N°3 (7), pp. 35-44.

OVTCHAROVA L. N. et al. (2007). Pauvreté et bien-être des ménages de la région de Léningrad. D'après les résultats du sondage des ménages réalisé en avril 2005, Saint-Petersbourg, « Selestia » SARL.

ROCHTCHINE C. Y. (1999). Activité professionnelle de la population âgée. Aspects démographiques et socio-économiques du vieillissement de la population. M., MGU, pp. 134-150.

SINIAVSKAÏA O.V. (2006). Retraités russes : pourquoi sont-ils pauvres et vulnérables ? CPERO. Politique sociale : expertise, recommandations, vues d'ensemble. N° 4 printemps-été, pp. 66-90.

En français :

BOISSELOT P. (2006). « L'évolution des opinions des Français par rapport aux enjeux sociaux et à la protection sociale entre 2000 et 2006 », *Études et Résultats*, DREES, n° 717.

BONVALET C. et al. (2001). *Réseaux de sociabilité et d'entraide au sein de la parenté*. Dossiers et Recherches, INED.

DÉSERT M. et ROUSSELET K. (2004). « Les réseaux d'entraide familiaux en Russie post-soviétique », in Pascale Mélanie (dir.), *Famille et société dans l'espace européen et la CEI*.

Actes de colloque, Numéro hors série de *Slavica Occitania*, Specimina slavica tolosana - XI, Toulouse, 2004, p. 139-153

DOUBINE Boris (2005). « Un 'fardeau léger'. Les orthodoxes dans la Russie des années 1990-2000 », *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (Paris), vol.36, n° 4, p. 19-42.

GALLAND O. et LEMEL Y. (2007). *Valeurs et cultures en Europe*, La découverte, Repères.

INSEE (2005). *Femme et Homme - Regards sur la parité*. Paris, INSEE.

LEFÈVRE C. (2003). *Système de protection sociale et entreprises en Russie, héritages et transformation, 1987-2001*, Thèse de 3^{ème} cycle en Économie des Institutions, EHESS.

OVTCHAROVA L., PROKOFIEVA L. (2000). « Pauvreté et solidarité familiale en Russie à l'heure de la transformation », *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (Paris), vol. 31, N° 4, pp. 151-182.

OVTCHAROVA L., PROKOFIEVA L. (2007). « Politiques sociales : entre héritages et transformations », *La Revue Nouvelle*, n° 8.

PAUGAM S., ZOYEM J.-P. (1997). « Le soutien financier de la famille : une forme essentielle de la solidarité », *Économie et Statistique*, 308-309-310, pp. 187-210.

VALETAS M.-F. (2001). « Perception de politiques sociales publiques envers les personnes âgées dans l'Union européenne », *Retraite et société*, n° 34 p. 114-131.

ANNEXE A : la société ou la famille

Effets des principales variables socio-démographiques sur les réponses :

Modèle 1 «C'est la société ou plutôt la société qui devrait prendre en charge les personnes âgées à leur domicile»

Modèle 2 «C'est la société ou plutôt la société qui devrait prendre en charge l'aide financière aux personnes âgées vivant au-dessous du seuil de pauvreté»

Les * au seuil de signification (Khi²) : *=à 10% ; **=à 5% ; ***= à 1% ; -=non significatif

Quelques explications concernant la construction des modalités :

Lorsque cela avait un sens (sexe, âge, type de famille...), nous avons retenu des modalités identiques en France et en Russie. Pour certaines variables, nous avons dû élaborer des équivalents de modalités de variables :

Pour les **diplômes**, nous avons retenu les appellations de diplôme français, pour la Russie, les résultats sont donnés pour des diplômes de nature et de durée d'études équivalents.

Pour la **religion**, nous avons raisonné en terme de religion majoritaire, pratiquée ou non, et d'autres religions. Cela signifie que nous avons comparé les réponses catholique pratiquant en France à orthodoxe pratiquant en Russie, et orthodoxe non pratiquant à catholique non pratiquant, puis laissé les autres réponses telles quelles. Dans les deux pays, la seconde religion déclarée est la religion musulmane.

Revenus : quintiles dans les deux pays

Villages/villes/grandes villes : moins de 10000 habitants ; 10000-199999 ; 200000 et plus.

Forme physique du répondant : mauvais état de santé du répondant, capacité limitée du répondant (oui ou non)

Variables indépendantes		Modèle 1		Modèle 2	
		RUSSIE	FRANCE	RUSSIE	FRANCE
Sexe					
masculin		0.21***	0.21***	0.05	0.04
féminin		Ref	Ref	Ref	Ref
Age:					
Moins de 25		0.33***	-0.08	0.16**	0.44***
25-30		0.08	-0.03	0.01	0.32***
30-39		0.07	-0.06	0.12	0.13**
40-49		Ref	Ref	Ref	Ref
50-59		0.01	0.13	0.03	-0.23***
60 et plus		0.38***	0.10	0.12*	-0.24***
Niveau d'études					
Etudes primaires		Ref	Ref	Ref	Ref
BEPC, brevet des collèges		0.02	-0.17	0.24**	-0.13
Baccalauréat général		0.01	-0.41***	0.17	-0.13
CAP, BEP		0.20	-0.17**	0.30***	-0.11
Baccalauréat technologique ou prof		0.03	-0.31***	0.19	-0.08
Bac+2 ou supérieur		0.08	-0.36***	0.18	-0.17
Catégorie socioprofessionnelle :					
Dirigeants		-0.20	-0.07	-0.13	-0.18
Spécialistes de niveau supérieur		-0.09	-0.12	0.08	0.12
Professions intermédiaires		Ref	Ref	Ref	Ref
Employés		0.25	-0.28	0.03	-0.02
Employés des services		0.32**	0.02	0.04	0.06
Ouvriers qualifiés		0.09	-0.12	0.04	0.12
Ouvriers demi qualifiés		0.07	0.23	0.06	-0.01
Ouvriers non qualifiés		0.01	0.00	0.02	-0.08
Chômeurs		0.37**	0.07	0.02	-0.35***
Femmes au foyer		0.42**	0.13	-0.06	0.03
Autres inactifs		0.43**	0.14	0.08	-0.05
Religion* :					
1-musulmane		-0.80***	-0.36**	-0.97***	-0.37***
2-orthodoxe/ catholique			-0.36***	0.01	-0.38***
3-le sentiment d'être orthodoxe/ catholique mais pas de pratique		Ref	Ref	Ref	Ref
4-autres religions		-0.02	-0.12	-0.30**	-0.21**
5-aucune		0.13	0.22**	0.06	0.00
6-ne souhaite pas répondre			0.17*		-0.08
Partenaire :					
Non		Ref	Ref	Ref	Ref
Oui		-0.02	-0.10	-0.02	0.00
Nombre d'enfants moins de 14 ans					
Pas d'enfant		Ref	Ref	Ref	Ref
Un enfant		-0.08	0.26	-0.00	0.13
Deux enfants et plus		-0.02	0.12	-0.18*	0.13*
Type de ménage:					
Nucléaire		Ref	Ref	Ref	Ref
Complexe		-0.12	-0.04	-0.03	-0.23
Forme physique du répondant					
Oui		0.19***	-0.06	0.03	0.05
Non		Ref	Ref	Ref	Ref
Domicile:					
Villages		Ref	Ref	Ref	Ref
Villes		0.05	-0.04	0.02	0.05
Grandes villes		0.25***	0.15	0.14***	0.04
Régions (Russie):	Régions (France):				
1- Centre	1- Centre (Ile-de-France)	Ref	Ref	Ref	Ref
2- Nord-Ouest	2- Nord	-0.09	-0.33***	-0.35***	-0.36***
3 Sud	3 Est	-0.15	-0.18	-0.18***	-0.23***
4 Volga	4 Ouest	0.04	-0.00	0.15***	0.01
5 Oural	5 Sud-Ouest	-0.33***	-0.64***	0.27***	-0.24***
6 Sibérie	6 Sud-Est	-0.16	-0.29***	-0.23***	0.01
7 Extrême Orient	7 Sud	0.13	-0.42***	-0.50***	-0.38***
Revenu (€):					
1- les plus bas		Ref	Ref	Ref	Ref
2		-0.31***	-0.06	-0.12	0.01
3		-0.20**	-0.03	-0.00	-0.07
4		-0.34***	-0.01	-0.20***	-0.05
5- les plus élevés		-0.41***	-0.19	-0.37***	-0.25***
Constante		-2.21**	-1.6**	0.46	0.38

ANNEXE B : L'aide des enfants à leurs ascendants

Effets des principales variables socio-démographiques sur les réponses :

Modèle 3 « Les enfants sont responsables de la prise en charge de leurs parents si ceux-ci en ont besoin »

Modèle 4 « Les enfants doivent adapter leur vie professionnelle aux besoins de leurs parents »

Modèle 5 « Les enfants doivent accueillir chez eux leurs parents si ceux-ci ne sont plus en mesure de vivre seuls »

Modèle 6 « Les enfants doivent aider financièrement leurs parents si ceux-ci ont des difficultés financières »

Modèle 7 « Si les parents ont besoin d'être pris en charge, c'est aux filles plus qu'aux fils que revient la responsabilité »

Variables indépendantes	Modèle 3		Modèle 4		Modèle 5		Modèle 6		Modèle 7	
	Russie	France	Russie	France	Russie	France	Russie	France	Russie	France
Sexe										
masculin	-0.15	0.19***	-0.02	0.35***	-0.10*	0.41***	-0.01	0.20***	-0.42***	0.01
féminin	Ref	Ref	Ref	Ref						
Age:										
Moins de 25	0.10	0.42***	0.07	0.22**	-0.34***	0.27***	0.32***	0.61***	-0.17**	0.10
25-30	0.21	0.46***	-0.15*	0.26*	-0.22**	0.37***	0.18	0.61***	-0.05	0.10
30-39	0.02	0.25***	-0.03	0.20	-0.09	0.23***	0.16	0.29***	-0.08	0.08
40-49	Ref	Ref	Ref	Ref						
50-59	0.35**	0.06	0.04	0.13	-0.05	-0.18*	-0.19**	-0.14*	0.11	0.47***
60 et plus	0.34*	0.11	-0.05	0.13	-0.16*	-0.33***	-0.16*	-0.14	0.14*	0.88***
Niveau d'études										
Etude: primaires	Ref	Ref	Ref	Ref						
BEPC, brevet des collèges	-0.33	-0.18*	-0.26**	-0.48***	-0.18	-0.29**	-0.11	0.05	-0.01	-0.57***
Baccalauréat général	-0.30	0.09	-0.27**	-0.64***	-0.30**	-0.32**	-0.07	0.21**	-0.38***	-0.99***
CAP, BEP	-0.26	0.04	-0.29**	-0.46**	-0.29**	-0.22**	-0.09	-0.08	-0.25**	-0.42***
Baccalauréat technologique ou prof	-0.39	0.01	-0.30**	-0.71***	-0.29**	-0.39**	-0.17	-0.01	-0.40***	-1.34***
Bac+2 ou supérieur	-0.44	0.21**	-0.60***	-0.41**	-0.44**	-0.38**	-0.10	0.22**	-0.58***	-1.09***
Catégorie socioprofessionnelle :										
Dirigeants	0.78	0.20	0.31*	-0.05	0.45***	0.15	0.15	0.13	0.26	0.08
Specialistes de niveau supérieur	-0.21	0.00	0.08	0.20	0.07	0.14	0.02	0.06	-0.06	0.13
Professions intermédiaires	Ref	Ref	Ref	Ref						
Employés	-0.28	0.03	-0.14	0.07	0.07	0.15	-0.06	0.13	0.07	-0.13
Employés des services	-0.01	0.09	-0.23**	0.14	0.12	0.09	-0.12	-0.11	0.03	0.40
Ouvriers qualifiés	-0.21	0.20	0.05	0.17	0.26	0.22**	-0.13	0.04	0.09	0.21
Ouvriers demi qualifiés	-0.30	0.00	0.12	-0.02	0.17***	0.20*	-0.08	-0.10	0.09	0.27
Ouvriers non qualifiés	-0.48*	0.19	0.06	0.23	0.12	0.32**	-0.27	0.18	0.21**	0.81***
Chômeurs	-0.21	-0.01	0.27***	0.07	0.22*	0.26**	-0.05	0.06	0.31***	0.80***
Femmes au foyer	-0.01	-0.03	0.15*	0.10	0.44***	0.30***	0.06	0.16	0.19**	0.33
Autres inactifs	-0.39	0.08	0.31*	0.11	0.19	0.05	-0.15	0.02	0.14*	0.43**
Religion :										
1-musulmane	1.3***	1.07***	1.10***	1.50***	1.12***	1.71***	0.88***	1.33***	0.77***	1.30***
2-orthodoxe/ catholique	-0.04	0.53***	0.20**	0.63***	0.20**	0.24***	0.01	0.57***	0.20**	0.47***
3-le sentiment d'être orthodoxe/ catholique mais pas de pratique	Ref	Ref	Ref	Ref						
4-autres religions	0.95	0.06	-0.01	0.34**	-0.21	0.37***	-0.20	0.15	-0.47***	0.50***
5-aucune	-0.09	-0.26***	0.02	0.31	0.07	-0.05	-0.17***	-0.31**	0.06	-0.40
6-ne souhaite pas répondre		-0.23***		0.06		-0.09		-0.16**		0.09**
Partenaire :										
Non	Ref	Ref	Ref	Ref						
Oui	0.11	0.16***	0.02	-0.18**	-0.03	-0.16**	-1.4*	-0.30**	-0.13*	-0.09
Nombre d'enfants moins de 14 ans										
Pas d'enfant	Ref	Ref	Ref	Ref						
Un enfant	0.14	-0.06	-0.13	-0.11	0.08	-0.01	-0.05	-0.18**	-0.12*	0.13
Deux enfants et plus	-0.09	-0.20**	-0.02	-0.01	-0.01	-0.09	-0.25	-0.38**	-0.06	-0.12
Type de ménage:										
Nucléaire	Ref	Ref	Ref	Ref						
Complexe	0.13	0.37***	-0.01	0.14	0.23***	0.41***	0.05	0.15**	-0.01	0.15
Forme physique du répondant										
Oui	-0.12	-0.05	-0.04	0.10	-0.04	0.04	-0.24***	-0.02	0.13*	0.03
Non	Ref	Ref	Ref	Ref						

Domicile :											
Villages		Ref	Ref	Ref	Ref	Ref	Ref	Ref	Ref	Ref	Ref
Villes		-0.23	0.08	-0.17***	0.07	-0.23***	-0.04	-0.09	0.08	-0.33***	-0.23***
Grandes villes		-0.16	0.21***	-0.05	0.14	-0.33***	-0.01	0.01	0.20***	-0.35***	-0.04
Régions											
Russie:											
1- Centre (Ile-de-France)		Ref	Ref	Ref	Ref	ef	Ref	Ref	Ref	Ref	Ref
2- Nord-Ouest		-0.30*	0.25***	0.02	0.24**	0.06	0.48***	-0.14	0.41***	-0.19***	-0.14
3 Sud		0.28	0.13	0.17***	-0.05	0.25***	0.24***	0.18*	0.23***	-0.10	-0.01
4 Volga		-0.41**	0.21***	-0.27***	0.02	-0.05	-0.15***	-0.22***	0.16***	0.01	-0.41***
5 Oural		0.02	0.37***	-0.07	0.01	-0.05	0.43***	-0.25**	0.36***	-0.13	0.01
6 Sibérie		-0.17	0.25***	-0.18***	0.19	-0.09	0.25***	-0.05	0.25***	-0.17***	-0.19
7 Extrême Orient		-0.87***	0.40***	0.06	0.25***	-0.12	0.78***	-0.09	0.66***	-0.15	0.04
Revenu :											
1 - les plus bas		Ref	Ref	Ref	Ref	Ref	Ref	Ref	Ref	Ref	Ref
2		0.38	-0.06	-0.07	-0.23***	-0.05	-0.17***	-0.01	0.02	-0.07	-0.04
3		0.13	-0.07	-0.17***	-0.33***	-0.05	-0.34***	0.09	0.01	-0.03	-0.20**
4		0.14	0.04	-0.25***	-0.65***	-0.13*	-0.45***	0.03	0.08	-0.13*	-0.42***
5- les plus élevés		0.03	0.14	-0.35***	-0.47***	-0.19***	-0.45***	0.01	0.29***	-0.18*	-0.50***
Constante		3.6	0.16	0.82	-2.12	1.34	-0.34	2.40	0.18	0.30	-2.40